



**PRÉFET  
DU CHER**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement**

6, place de la Pyrotechnie  
CS 70004  
18021 BOURGES CEDEX  
Tél. : 02 34 34 63 40 – fax : 02 34 34 63 10  
Courriel : [ud18.dreal-centre@developpement-durable.gouv.fr](mailto:ud18.dreal-centre@developpement-durable.gouv.fr)

IVET

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre

**INSTALLATIONS CLASSÉES**

**Société EOLIENNES DE GRANGE  
NEUVE**

**Communes de Lazenay et de Cerbois**

Bourges, le 27 NOV. 2020

### **RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES**

**PJ :** Plan de masse  
Projet d'arrêté préfectoral  
Fiche récapitulative  
Note de présentation non technique  
Conclusions du commissaire enquêteur

Documents tenus à la disposition des membres de la CDNPS auprès de la DREAL :

Avis rendus suite aux consultations effectuées en application des dispositions des articles R. 181-18 à R. 181-33 du code de l'environnement.  
Avis de l'autorité environnementale.  
Avis rendus suite aux consultations effectuées en application des dispositions des articles R. 181-36 à R. 181-38 du code de l'environnement.

## **1. OBJET DE LA DEMANDE**

Par lettre déposée en Préfecture du Cher le 11 juillet 2019, Monsieur François TRABUCCO, agissant en qualité de président de la société SAS EOLIENNES DE GRANGE NEUVE, a sollicité une autorisation environnementale pour le parc éolien de Lazenay et Cerbois, implanté sur le territoire des communes de Lazenay et de Cerbois.

Cette demande porte sur la réalisation d'un parc éolien composé de :

- 3 aérogénérateurs, identifiés LAZ 8 à LAZ 10, pour lesquels le pétitionnaire se laisse le choix entre deux modèles :
  - Nordex N149, d'une puissance unitaire de 4,5 MW, présentant une hauteur de mât de 105 m maximum et un diamètre de rotor de 149 m, soit une hauteur totale en bout de pale de 179,9 m maximum ;
  - Vestas V150, d'une puissance unitaire de 4,2 MW, présentant une hauteur de mât de 105 m maximum et un diamètre de rotor de 150 m, soit une hauteur totale en bout de pale de 180 m maximum ;
- 1 poste de livraison électrique.

Le parc éolien, d'une puissance totale maximale de 13,5 MW, permettra la production annuelle estimée à environ 34 GWh, équivalente à la consommation électrique annuelle de 7 100 foyers. Sous réserve de l'accord d'ENEDIS et des capacités d'accueil suffisantes, le parc éolien sera raccordé via une liaison enterrée au poste source Indre Nord localisé à Paudy à environ 14 kilomètres au sud-ouest du projet. Les coûts inhérents à ce raccordement sont à la charge du pétitionnaire.

A noter que les 3 éoliennes du présent parc prolongent les deux lignes de 4 et 3 éoliennes constituant le parc des Trois Ormes en service depuis 2015.

À cet effet, le dossier de demande d'autorisation environnementale a été déposé le 11 juillet 2019 et complété le 15 juin 2020.

La fiche ci-jointe récapitule :

- Le périmètre des autorisations sollicitées,
- l'ensemble des étapes de la procédure d'instruction,
- les consultations effectuées en application des dispositions des articles R. 181-18 à R. 181-33 du code de l'environnement et les avis rendus lors de la phase d'examen préalable,
- les consultations effectuées en application des dispositions des articles R. 181-36 à R. 181-3 du code de l'environnement et les avis rendus lors de la phase d'enquête publique.

### **1.1. Note de présentation non technique**

Conformément à l'article R. 181-13 du Code de l'Environnement, la note de présentation non technique ci-jointe produite par le pétitionnaire, décrit l'établissement, son historique administratif, l'environnement dans lequel il est implanté et le projet objet de la demande d'autorisation environnementale. Il positionne le projet au regard de la législation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE).

La puissance électrique totale du parc étant inférieure au seuil de 50 MW fixé par l'article R. 311-2 du code de l'énergie, le parc éolien est réputé autorisé au titre de l'article L. 311-1 du code de l'énergie.

### **1.2. Maîtrise d'urbanisation**

La commune de Cerbois est soumise au règlement national d'urbanisme depuis la caducité de son plan d'occupation des sols le 27 mars 2017.

La commune de Lazenay est dotée d'une carte communale. Dans le secteur d'implantation du parc éolien, les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs sont autorisés sous réserve notamment de ne pas porter atteinte à la sauvegarde des espaces naturels ou des paysages.

Le projet est compatible avec les règles applicables sur ces deux communes.

L'habitation la plus proche est située à 881 m de l'éolienne LAZ 8 au lieu-dit « la Pinaudrie » sur la commune de Cerbois.

### **1.3. Procédure d'instruction**

Le dossier a fait l'objet d'un avis de la Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) le 3 août 2020. Par courrier du 11 août 2020, le pétitionnaire a produit un mémoire en réponse à cet avis qui a été joint au dossier mis à l'enquête publique.

L'enquête publique s'est déroulée du 7 septembre au 8 octobre 2020.

19 conseils municipaux et communautaires ont été consultés pour avis : 13 ont émis un avis favorable (dont Lazenay et Cerbois), les autres ne se sont pas exprimés sur le dossier.

Par rapport remis le 6 novembre 2020, le commissaire enquêteur a émis un avis favorable assorti de deux réserves portant sur :

- l'application des mêmes modalités de bridage des machines que celles actuellement en œuvre sur le parc des Trois Ormes afin de préserver les chiroptères ;
- la réalisation de mesures des émergences sonores de l'ensemble des 10 machines composant les parcs des Trois Ormes et de Grange Neuve.

## **2. MESURES PRISES POUR PRÉSERVER L'ENVIRONNEMENT DU SITE**

Le projet de prescriptions ci-joint tient compte des mesures prévues par le pétitionnaire et de celles imposées par la réglementation. Ainsi, le fonctionnement de la présente installation est encadré par les dispositions réglementaires fixées par l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique n°2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

Le dossier de demande d'autorisation environnementale détaille l'ensemble des mesures de maîtrise des impacts et des risques engendrés par l'installation sur les enjeux identifiés.

Avant de présenter les prescriptions supplémentaires proposées, le présent rapport de synthèse s'attarde sur les deux principaux enjeux du projet :

- la préservation de la biodiversité,
- la préservation des paysages et du patrimoine.

### **2.1. Préservation de la biodiversité**

Le dossier identifie correctement les effets potentiels en phase chantier et exploitation selon les espèces.

Pour limiter le risque de destruction de nichées d'oiseaux en phase chantier, le porteur de projet adopte une mesure adaptée en prévoyant de démarrer les travaux en dehors de la période de reproduction de ces espèces, ou après passage d'un écologue s'assurant de l'absence de nichées d'espèces sensibles à proximité.

Le porteur de projet analyse le risque de collision avec les espèces de chauves-souris sédentaires et lors de la migration de certaines d'entre elles. Il est ainsi proposé un bridage en s'appuyant sur les critères retenus pour le parc voisin des Trois Ormes qui ont eux-mêmes été déterminés sur la base des résultats d'un premier suivi environnemental.

En matière de suivi de la mortalité des chiroptères et des oiseaux, le dossier suit les orientations du protocole national le plus récent, et propose une pression supérieure au minimum défini dans ce protocole. Un suivi de l'activité des chiroptères en altitude, conforme au protocole national est également prévu.

La plateforme de l'éolienne LAZ 9 empiète sur une zone humide sur une superficie de 910 m<sup>2</sup>. Cette zone humide est localisée dans une dépression, en tête du bassin versant et en amont d'un cours d'eau. Sa fonctionnalité est très limitée avec l'absence de végétation spontanée hygrophile, mais sa fonctionnalité hydraulique est cependant reconnue et permet l'alimentation du cours d'eau.

En compensation de l'impact ainsi engendré, le porteur de projet propose de convertir une parcelle agricole limitrophe de la zone humide en prairie naturelle humide non drainée avec fauche tardive sur une superficie de 1 820 m<sup>2</sup>.

## 2.2. Préservation des paysages et du patrimoine

La zone d'étude du projet se situe en paysage d'openfields de la Champagne berrichonne et est ceinturée par les vallées de l'Arnon, du Cher et de l'Yèvre.

Dans les avis émis par courriers du 9 août 2019 et du 30 juin 2020, l'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine (UDAP) du Cher considère que le projet :

- engendre une visibilité directe de deux éoliennes depuis l'entrée nord, par la RD 918 à environ 4 km de l'éolienne du projet la plus proche, du bourg de Lury-sur-Arnon dont la silhouette est surplombée par les deux machines ; tout en soulignant l'absence de risque de covisibilité avec le site inscrit du vieux village de Lury-sur-Arnon ;
- impacte visuellement le château de Saragosse, édifice inscrit au titre des monuments historiques, situé à Limeux à environ 3,5 km de l'éolienne du projet la plus proche ainsi que le bourg de Limeux ; les éoliennes entrent en covisibilité directe avec le bourg, le château et ses abords.

En conséquence, l'UDAP du Cher émet un avis défavorable.

Dans les avis émis le 1<sup>er</sup> août 2019 et le 1<sup>er</sup> juillet 2020, l'UDAP de l'Indre considère que le projet engendre :

- une covisibilité directe avec l'église de Reuilly, monument historique classé situé à 2,6 km du projet ;
- une covisibilité avec la « maison à pignon », édifice inscrit situé dans le bourg de Reuilly ;
- une visibilité des éoliennes depuis la RD 27 à l'entrée de l'allée du Château de l'Ormeteau, monument historique inscrit situé à Reuilly à environ 8 km de l'éolienne la plus proche ;
- une visibilité des éoliennes depuis l'entrée ouest du village de Reuilly par la RD27 à environ 4,5 km du projet ;
- une covisibilité avec la Maison de Reuilly, lieu touristique (non protégé au titre des MH) visant à mettre en valeur le vignoble AOC de la famille des vins de Loire.

L'UDAP de l'Indre émet en conséquence un avis défavorable.

En ce qui concerne le patrimoine historique, le pétitionnaire a produit des photographies et des photomontages pour étudier l'impact de son projet, notamment sur les édifices mentionnés par les UDAP du Cher et de l'Indre.

L'étude d'impact constate des covisibilités ou des visibilités depuis certains monuments pour lesquels l'impact est jugé négligeable à faible par le pétitionnaire en raison de la présence de bâti, d'écrans végétaux et/ou de la distance d'éloignement mais aussi de l'inscription du projet dans le prolongement du parc existant des Trois Ormes.

En ce qui concerne le risque de saturation visuelle, le pétitionnaire a réalisé une analyse cartographique autour de sept villages et de cinq hameaux proches.

Le pétitionnaire constate que, pour ces lieux de vie, les indices théoriques calculés (sans prise en compte du bâti, des boisements et de la topographie) identifient, avant prise en compte du projet de Lazenay et Cerbois, un risque possible de saturation visuelle ; l'augmentation de ce risque induite par le projet de Lazenay et Cerbois reste limitée au cas du bourg de Limeux.

Afin d'étudier plus finement le risque de saturation visuelle, le pétitionnaire a produit des photomontages pris depuis les sorties et entrées du village de Limeux. L'impact est jugé très faible du fait de la présence de végétation et de bâti.



### 2.3 Propositions supplémentaires introduites dans l'arrêté

Les conditions d'exploitation des parcs éoliens sont définies par l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié susvisé. Ces prescriptions s'appliquent de droit à l'installation objet de la demande déposée par la société SAS EOLIENNES DE GRANGE NEUVE.

Cet arrêté ministériel constitue un cadre homogène au niveau national sur des thématiques transversales indépendantes des problématiques locales de territoire.

Le ministère en charge de l'environnement demande par conséquent que l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale se concentre sur les enjeux environnementaux locaux ou sur les engagements pris par le demandeur dans son dossier de demande. À cet effet, il a élaboré un modèle d'arrêté pour harmoniser les pratiques, qui constitue un référentiel commun aux services instructeurs.

Le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale annexé au présent rapport respecte ces instructions.

Les dispositions retenues se rapportent, d'une part, aux préconisations formulées par le commissaire enquêteur et les services de l'État consultés, en relation avec les enjeux environnementaux locaux et d'autre part, aux engagements particuliers pris par le demandeur dans son dossier de demande d'autorisation environnementale et permettant de maîtriser les impacts sur ces enjeux.

En conséquence, sont reprises dans le présent projet d'arrêté préfectoral les prescriptions suivantes relatives aux engagements pris par le pétitionnaire en matière de maîtrise des risques et nuisances :

- Articles I-3 et II-1 : les coordonnées Lambert des éoliennes et les caractéristiques techniques des machines garantissant :
  - le respect des distances d'éloignement vis-à-vis des enjeux, notamment des riverains, de la faune, de la flore et les contraintes radars et aéronautiques ;
  - la maîtrise de la prégnance du parc vis-à-vis du paysage ;
- Article II-4.1 : les dispositions techniques associées à la maîtrise de la prégnance du parc vis-à-vis du paysage ;
- Article II-4.2 : les mesures liées aux phases de chantiers de construction / déconstruction et au fonctionnement de l'installation, destinées à protéger l'avifaune et les chiroptères notamment la période des travaux, la mise en œuvre de plans de bridage des machines et les études environnementales après réception du parc ;
- Article II-4.3 : la réalisation d'une mesure des niveaux de bruit après réception du parc ;
- Article II-6 : la synchronisation du balisage des aérogénérateurs du parc avec ceux du parc voisin des Trois Ormes ;
- Article II-8 : l'usage futur des terrains à retenir au terme de l'exploitation du parc éolien et le démantèlement des installations.

Par ailleurs, le projet d'arrêté reprend les recommandations suivantes exprimées dans le cadre de la consultation du public ou formulées par le commissaire enquêteur et les services de l'État :

- Article II-5 : l'information des services de secours et l'implantation d'équipements de lutte contre l'incendie sollicités par le SDIS.

En ce qui concerne la réserve du commissaire enquêteur portant sur le bridage, les modalités prévues par le pétitionnaire sont celles actuellement en vigueur sur le parc des Trois Ormes et sont reprises dans le projet de prescriptions joint au présent rapport.

Quant à la réserve portant sur l'étude acoustique, l'inspection propose de ne pas y donner suite étant donné que les deux sociétés exploitant les parcs des Trois Ormes et de Grange Neuve sont juridiquement distinctes. Le parc existant des Trois Ormes fait partie du bruit résiduel (bruit existant avant le projet de Grange Neuve) comme cela a été considéré dans le dossier déposé par la société EOLIENNES DE GRANGE NEUVE. Cette approche respecte la réglementation applicable.

### CONCLUSIONS ET PROPOSITIONS

Au vu des éléments des avis formulés lors de la consultation du public et des services de l'État et des réponses apportées par le pétitionnaire,

Considérant :

- qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;
- que les consultations effectuées n'ont pas mis en évidence la nécessité de faire évoluer le projet initial et que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;
- que les mesures d'évitement, de réduction et de compensation des risques d'accident ou de pollution de toute nature édictées par l'arrêté ne sont pas incompatibles avec les prescriptions d'urbanisme ;
- que le projet d'implantation des éoliennes prend en compte les enjeux locaux ;
- que les prescriptions de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié susvisé nécessitent d'être complétées, au regard des spécificités du contexte local et des conclusions de la consultation du public et des services de l'État, de dispositions visant à protéger les enjeux environnementaux locaux ;

Au vu des éléments fournis par la société SAS EOLIENNES DE GRANGE NEUVE dans son dossier de demande d'autorisation environnementale et ses compléments, des avis formulés lors de la consultation du public et des services de l'État et des réponses apportées par le pétitionnaire, l'inspection des installations classées considère que les mesures envisagées sont de nature à prévenir les nuisances vis-à-vis de l'environnement et des tiers, et de limiter les risques tout au long de la vie du parc éolien projeté par la société SAS EOLIENNES DE GRANGE NEUVE sur le territoire des communes de Lazenay et de Cerbois.

En particulier, l'inspection considère que les covisibilités mises en avant par les UDAP du Cher et de l'Indre sont acceptables dans la mesure où le positionnement des 3 machines du projet dans l'alignement des 7 machines du parc existant les fait apparaître comme un même ensemble. La densification ainsi configurée n'engendre ni d'impact visuel supplémentaire significatif sur le patrimoine protégé, ni de saturation visuelle depuis les bourgs environnants.

Dans ces conditions, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet du Cher d'accorder l'autorisation environnementale sollicitée par la société SAS EOLIENNES DE GRANGE NEUVE, sous réserve du respect des prescriptions du projet d'arrêté préfectoral annexé au présent rapport.

En application de l'article R 181-39 du Code de l'environnement, les dispositions du projet d'arrêté préfectoral peuvent être présentées à la commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites, en formation des sites et des paysages et pour un dossier de demande d'autorisation environnementale.

L'inspecteur des installations  
classées,

**Signé**

Vu et transmis avec avis conforme  
À Monsieur le Préfet du Cher  
Pour le Directeur et par délégation,

**Signé**

Copies à :  
DREAL-UD 18  
Préfecture du Cher – Service de Coordination des Politiques  
Publiques – Section Coordination des ICPE